

L'ÉVÉNEMENT

Résultat net part de groupe
au T2 2010 comparé à celui de 2009
(en millions d'euros)



Royaume-Uni*

Barclays	1.967	+29,3 %
Royal Bank of Scotland	314	NS



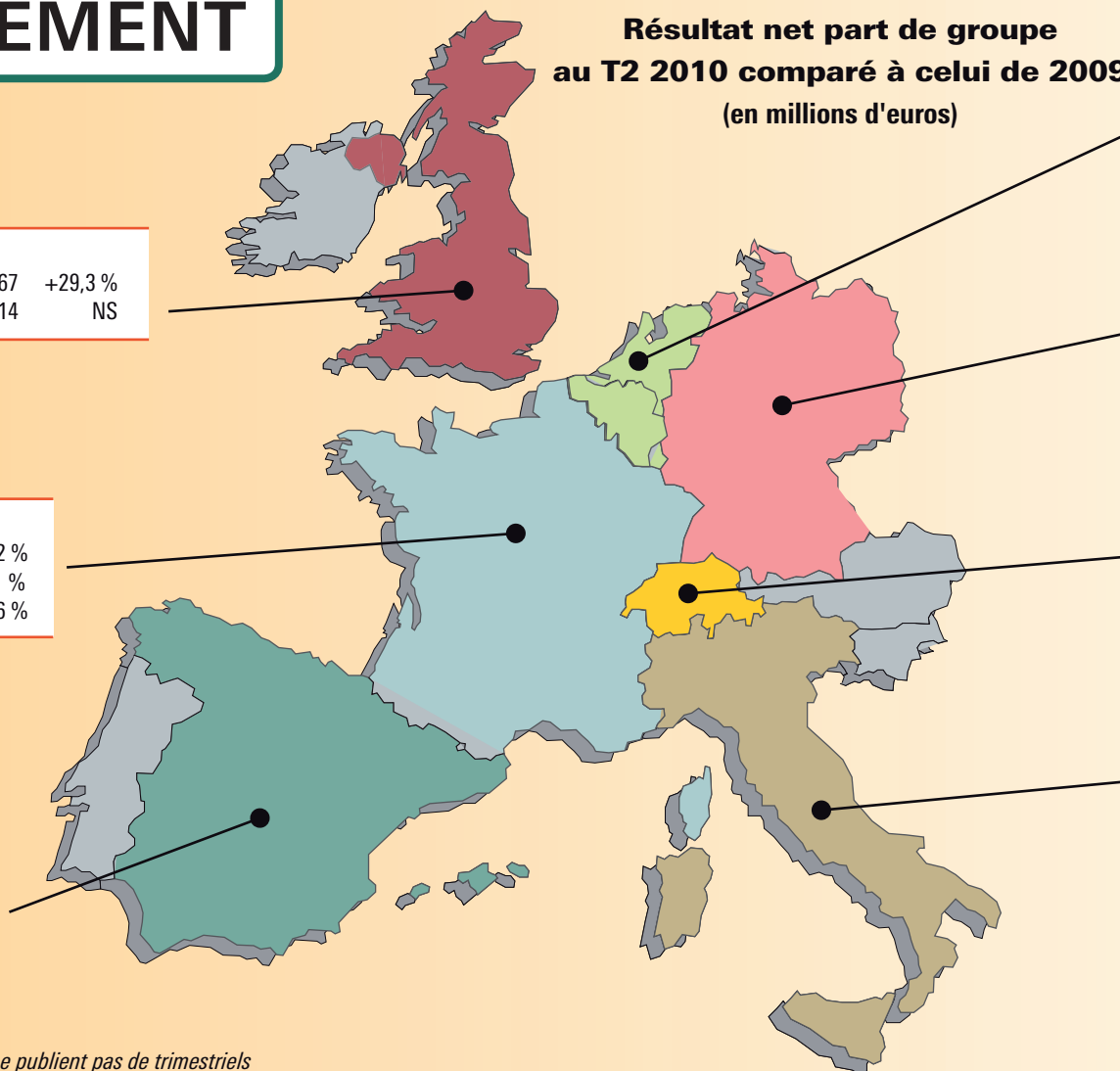
France

BNP Paribas	2.105	+31,2 %
Société Générale	1.084	+251 %
Crédit Agricole	379	+88,6 %



Espagne

BBVA	1.287	-17,5 %
Santander	2.230	-8 %



Benelux
Dexia
ING

Allemagne
Deutsche Bank
Commerzbank

Suisse
UBS
Credit Suisse

Italie
UniCredit
Intesa

* HSBC Holdings et Lloyds Banking Group ne publient pas de trimestriels

BANQUES

Encore trop d'inconnues

L'état de santé du secteur en Europe reste soumis à des facteurs négatifs qui le dépassent.

PAR SYLVIE GUYONY

Le pire n'est jamais sûr. On peut donc estimer que les banques européennes ne vont pas connaître de prochain accident majeur, toutes les précautions ayant été prises, ou... céder au pessimisme. Les investisseurs ne se sont pas

fait une religion. « Globalement, les banques européennes sont plutôt en bonne santé, après le sauvetage d'un certain nombre d'entre elles par les Etats. Les 'stress tests' (tests de résistance, NDLR) le démontrent, avance Jose Luis Garcia, associé responsable de l'activité FSI (industrie des services financiers) chez Deloitte France. *Ce qui ne*

veut pas dire qu'elles sont sorties des zones de turbulences. Trop d'incertitudes qui les dépassent perdurent. »

Destinés à rassurer les marchés, ces tests de solvabilité appliqués à 91 établissements représentant les deux tiers des actifs du secteur en Europe semblent avoir répondu à leur objectif. Le système européen n'est pas en danger. C'est ce que montre le niveau de solvabilité auquel parviendraient les banques dans des conditions économiques et financières adverses. Au pire, sept petites devraient être recapitalisées. Les françaises, elles, s'en

**Benelux**

Dexia	248	-12,4 %
ING	1.090	NS

**Allemagne**

Deutsche Bank	1.160	+6,2 %
Commerzbank	352	NS

**Suisse**

UBS	1.539	NS
Credit Suisse	1.223	+1 %

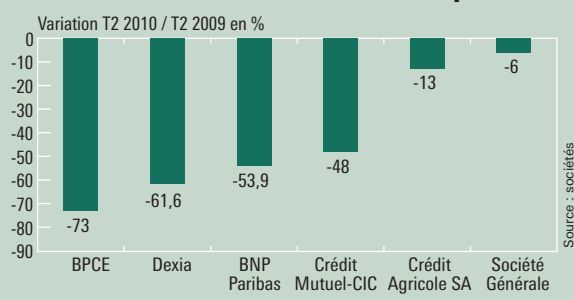
**Italie**

UniCredit	148	-70 %
Intesa Sanpaolo	1.002	+45,6 %

Source : sociétés

« Je ne crois pas à une vague d'acquisitions d'envergure en 2010 et 2011 en Europe. Les banques sont bridées par les incertitudes qui demeurent à propos de Bâle III et de l'évolution macroéconomique »

Christophe Nijdam,
analyste chez Alphavalue

Sensible baisse du coût du risque

Source : sociétés

sortiraient bien. « L'application du scénario stressé à fin 2011 ne leur ferait perdre qu'entre 0,5 et 0,7 point de pourcentage de ratio 'Tier one' par rapport à leur niveau du 31 décembre 2009, a précisé Christian Noyer, président de l'Autorité de contrôle prudentiel, le 23 juillet. Cela conduit à un ratio 'Tier one' agrégé sur les quatre établissements de 9,3 %. » Les indices CDS (credit default swaps) des banques, thermomètre du risque encouru par un détenteur de dette financière, se sont détendus avec « un spectaculaire resserrement des 'spreads' (écarts de taux, NDLR) », souligne Chantana Sam, stratège d'Axa IM (L'Agefi Hebdo du 26 août). Le volume de rachats de titres par la Banque centrale européenne (BCE) a reflué. Et plusieurs établissements ont

placé des obligations à 3 ou 5 ans. BBVA a ainsi réalisé la première émission « classique » d'une espagnole depuis avril. Plutôt bon signe. Fitch Ratings relève en outre que les principales banques suisses, qui ont subi leurs propres tests, ne suscitent pas d'inquiétudes quant à leur solvabilité à venir.

Le ménage a été fait

Autre bonne nouvelle, les résultats à mi-année sont pour la plupart meilleurs qu'attendu. Parmi les champions, HSBC affiche un résultat net semestriel qui a plus que doublé, tandis que celui de BNP Paribas augmente de plus de 38 %, ce qui lui permet de talonner Santander. Même les groupes les plus secoués par la crise tels que les britanniques Lloyds Banking Group et Royal Bank of Scotland, le suisse UBS ou ING et Dexia au Benelux sont revenus dans le vert. En ce qui concerne plus spécifiquement la banque de financement et d'investissement

Pour la confiance

Jean-Claude Trichet,
président de la Banque
centrale européenne

« Les 'stress tests' confirment la résistance du système bancaire à des chocs économiques et financiers sévères. C'est également un exercice de transparence (...) C'est un pas important en direction de la restauration de la confiance des marchés »

(5 août 2010)



Mario Draghi,
président du Comité
de stabilité financière (FSB)

« L'analyse montre que les coûts macroéconomiques de la mise en place de normes plus solides sont raisonnables (...) alors que les bénéfices à plus long terme pour la stabilité financière et de la croissance économique sont importants »

(18 août 2010)



Nicolas Sarkozy,
président de la République
française

« Etendre la régulation ; renforcer le mandat du Forum de la stabilité financière (...); revoir le cadre prudentiel des établissements bancaires (...): sur tous ces sujets, des propositions précises seront sur la table, d'abord pour préparer au mieux le Sommet de Séoul, puis pour en prolonger les résultats en 2011 »

(25 août 2010)

(BFI), « la volatilité des marchés actions du deuxième trimestre 2010 a été supérieure à celle du quatrième trimestre 2008, mais les banques ont beaucoup mieux résisté parce que leurs positions ont été très significativement réduites », relève Pascal Colin, associé « banques » chez Deloitte en France. Pour expliquer la performance de son groupe, le directeur financier de HSBC, Douglas Flint, évoque l'amélioration de la situation des entreprises et celle de la banque de détail. BNP Paribas met aussi en valeur son réseau en France (+4,5 % de PNB) alors que son PNB global est stable.

Au bout du compte, « les résultats sont de bonne facture, avec deux tendances : ►

L'avenir au-delà de la seule solvabilité

des activités de marché qui ont souffert de la volatilité liée à la crise grecque et le fort recul du coût du risque, résume Christophe Nijdam, analyste chez Alphavalue. Ce dernier n'étant pas garanti pour l'avenir, « nous conservons une perspective à dominante négative sur la qualité du crédit des banques européennes », écrit Standard & Poor's (S&P). Même le mutualiste néerlandais Rabobank, faiblement touché par la crise, a dégagé un bénéfice net semestriel en hausse de 26 % (1,66 milliard d'euros), mais en grande partie grâce à la baisse de ses provisions pour créances douteuses, tandis que son PNB n'a crû que de 1 % (6,47 milliards). L'analyste d'Axa IM préfère voir le verre à moitié plein : « Si la tendance d'une baisse des provisions sur les prêts douteux se confirme dans les trimestres à venir, l'effet sur les futurs profits pourrait être très positif. »

Toutefois, le tableau n'est pas parfait. ABN Amro, l'un des plus coûteux sauvetages au monde (26 milliards d'argent public), a publié une perte nette de 968 millions pour le premier semestre, tandis qu'Allied Irish Banks (AIB), parmi les médiocres résultats

irlandais, affiche -1,73 milliard. L'allemande LBBW enregistre quant à elle une perte de 290 millions d'euros au deuxième trimestre, pâtissant de la crise souveraine, alors qu'elle était sortie du rouge au premier. Par ailleurs, le gouvernement grec a nommé Lazard, HSBC et Deutsche Bank pour le conseiller sur la restructuration de son système bancaire. « Les informations publiées auront un effet positif pour les investisseurs, dans la mesure où cela facilitera la différenciation (entre établissements, NDLR) », espère Moody's.

Des doutes sur l'économie

Toutefois, les cours de Bourse l'illustrent, des facteurs d'inquiétude persistent : l'un porte sur la dette des Etats. Or, plusieurs banques, dont les allemandes Deutsche Bank ou Postbank, n'ont pas détaillé leur risque. Plus généralement, l'économie peut encore réserver de mauvaises surprises. Les acteurs eux-mêmes sont dans l'expectative. Frédéric Oudéa, PDG de Société Générale, se refuse à revoir à la hausse ses objectifs annuels malgré une bonne performance à fin juin. Dans les pays les plus affectés par le chômage, l'espagnol Santander ou l'italien UniCredit se montrent

3,5 milliards d'euros à lever par sept banques

	En mds €
En Allemagne	
Hypo Real Estate	1,245
En Espagne	
Diada (Caixa Catalunya-Manresa-Tarragona)	1,032
CajaSur *	0,208
Espiga (Caja Duero-Espana)	0,127
Unnim (Caixa Sabadell-Manlleu-Terrassa)	0,270
Banca Civica (Caja Navarra-Canarias-Burgos)	0,406
En Grèce	
ATEBank (Agricultural Bank of Greece)	0,243

* la caisse andalouse a été reprise le 16 juillet par son homologue basque BBK

La communauté des analystes s'attendait à 35 milliards d'euros de recapitalisation en bas de fourchette. Il y a un an, les stress tests appliqués à dix-neuf banques américaines avaient pour leur part conclu à la nécessité pour dix d'entre elles de trouver 55,6 milliards d'euros.

Pour en savoir plus :

<http://www.c-eps.org/EuWideStressTesting.aspx>

Source : Committee of European Banking Supervisors (CEBS)

tout aussi prudents. Quant à Douglas Flint, il estime que « les éléments favorables à une réduction des créances douteuses continuent d'agir », avant de glisser : « Evidemment, si nous avons une reprise en 'W', les choses seront différentes. » Les derniers éléments sur l'immobilier américain ou la dégradation par S&P d'un cran, à AA- avec une perspective négative, de la note long terme de la République d'Irlande à cause de son soutien au secteur financier ne sont pas bon signe.

De plus, « il faut s'interroger sur l'impact des restrictions budgétaires des Etats sur l'économie réelle, explique Christophe Nijdam. Même les banques qui ont fait un bon premier semestre pourraient avoir plus de difficultés au second. Une croissance en 'double dip' (en W, NDLR) aura évidemment un impact sur le PNB bancaire et le coût du risque ». Et d'ajouter : « Le marché regarde devant. Les questions qu'il se pose sont de deux ordres : réglementaire et macroéconomique. Le lobby bancaire s'est mobilisé comme un seul homme sur le premier point, agitant le chiffon rouge d'un impact de Bâle III sur le produit intérieur brut de cinq à dix fois supérieur à celui qui ressort des solides travaux du Comité de Bâle et du Conseil de stabilité financière. Le même lobby est resté étonnamment silencieux sur les conséquences probablement plus risquées des politiques budgétaires restrictives des Etats sur la croissance à court terme encore fragilisée. »

Le lobbying a fonctionné. Le Comité de Bâle a assoupli ses exigences. Une bonne nouvelle ? Les contours de Bâle III, destiné

Une concurrence déformée par des facteurs exogènes

Tandis que le landerneau de la comptabilité américaine s'agite autour du départ du président du Financial Accounting Standards Board (FASB), les professionnels doutent de plus en plus que le FASB et l'IASB (qui édicte les normes européennes) parviennent, comme prévu, à s'entendre d'ici à la fin juin 2011. « En réponse aux critiques adressées aux normalisateurs comptables durant la crise, de très gros projets sont en cours de discussion sur la comptabilisation des instruments financiers. Cela sera très structurant pour le secteur bancaire, estime Laurence Rivat,

associée responsable du centre d'excellence IFRS chez Deloitte. Mais les autorités comptables vont avoir du mal à s'accorder



sur des solutions communes. » L'enjeu : la comptabilisation de ces instruments financiers à leur valeur de marché (fair value). « Il y a quatre mois, l'objectif de convergence entre l'Europe et les Etats-Unis semblait plutôt s'éloigner sur cette question

de la 'fair value' », remarque Christophe Nijdam, analyste chez Alphavalue. Le FASB ayant déjà assoupli la règle pour les banques américaines, les européennes estiment la concurrence faussée. Sur ce thème, un autre facteur les mobilise : les taxes systémiques. L'Allemagne, après le Royaume-Uni et la Belgique mais avant la France, a adopté la sienne. Les banques de ces pays s'estiment handicapées. Pire, elles craignent une « double peine ». Car si Berlin entend taxer celles qui ont leur siège sur son sol, Londres les cible toutes, britanniques comme étrangères.

à réduire les risques pris, seront connus à la fin de l'année, mais les banques détiennent déjà généralement plus de fonds propres que le seuil minimal requis (2 % aujourd'hui), y compris si le *Core Tier one* est fixé entre 4 % et 6 %. Ce qui lève les craintes d'émissions massives que n'auraient peut-être pas pu absorber les marchés. En outre, « *ce ratio de solvabilité n'a pas fonctionné dans le cadre de la crise*, juge Christophe Nijdam. Par ailleurs, les projets concernant les ratios de liquidités et de financement stable ainsi que le ratio de levier ont été énucléés. Ils ont été assouplis et leur application reportée de fin 2012 à 2017-2018. Ils traitaient pourtant de façon complète le problème de la liquidité élargie. Il y a déjà eu deux crises de liquidité en moins de deux ans : Lehman en septembre 2008, puis la crise grecque en mai 2010. D'ici à 2018, d'autres situations peuvent se présenter. »

Les banques européennes sont sur le fil du rasoir. Plus particulièrement les dix-sept (dont l'allemande Postbank, l'irlandaise AIB ou l'italienne Monte dei Paschi di Siena) qui, sans être « recalées » aux tests de solvabilité, se situent dans une zone jugée dangereuse, avec un ratio juste au-dessus des 6 % exigés. Par ailleurs, 38 banques dépendent encore de l'aide publique. « *Le soutien des Etats est surtout maintenu pour contrer la défiance à l'égard du secteur bancaire davantage que pour des questions de solvabilité des banques* », modère Jose Luis Garcia. Commerzbank, numéro deux allemand, prévoirait de lever au moins 5 milliards d'euros à l'automne, selon le *Handelsblatt*, pour racheter les 25 % de son capital que détient l'Etat. La donne n'est pas la même pour tous.

Pas de grandes manœuvres

Reste à estimer les revenus à venir autres qu'en BFI, une activité dont on ne s'attend pas à ce qu'elle soit motrice. Les poids lourds de la banque de détail ont un atout. « *En regardant dans le rétroviseur : 2008, c'est la crise financière, 2009, la crise de l'économie réelle, 2010, la réforme réglementaire avortée*, dit Christophe Nijdam. En 2011, c'est la question de la hausse des taux d'intérêt qui va se poser aux banques et mettre sous tension leurs marges nettes d'intérêt. Celles qui devraient mieux tirer leur épingle du jeu sont les banques qui ont une banque de détail qui leur fournit des ressources adéquates en dépôts de clientèle. » Jose Luis Garcia porte de son

côté un regard dubitatif sur l'évolution des revenus bancaires : « *On assiste à une baisse des activités de marché, avec moins d'opérations. En revanche, la banque de détail se tient bien en France, notamment avec une baisse du coût du risque. Quant aux activités de services (gestion d'actifs, conservation...), elles subissent les effets de la conjoncture. Le flux de business se tasse.* » Cela explique l'industrialisation croissante des métiers et la nécessité d'y atteindre une taille critique.

Faut-il s'attendre à une vague de fusions-acquisitions ? « *Les banques essaieront de trouver de la rentabilité dans leurs métiers de services, avec des rapprochements et des recherches de synergies et d'économies d'échelle* », assure Pascal Colin. Bien sûr, il faut distinguer les remboursements entre acteurs d'un même marché, tels qu'entre caisses d'épargne

espagnoles ; les opérations transfrontalières dont le seul exemple de crise est l'acquisition de Fortis par BNP Paribas ; et les cessions d'actifs dictées par la Communauté européenne. « *Il y aura des mouvements, mais sans euphorie* », pronostique Jose Luis Garcia. Pour l'heure, même les cessions d'actifs modestes peinent à se réaliser. « *Bruxelles poussant à la cession d'actifs bancaires, un déséquilibre apparaît entre l'offre et la demande : cela a un impact sur les prix mais surtout, les acquéreurs naturels restent sur la réserve*, souligne Christophe Nijdam. Je ne crois pas à une vague d'acquisitions d'envergure en 2010 et 2011 en Europe. Les banques sont bridées par les incertitudes qui demeurent à propos de Bâle III et de l'évolution macroéconomique. » Cela n'empêche pas certaines d'entre elles de se renforcer hors d'Europe. ■

RENCONTRE AVEC...

Jean-Paul Chifflet,
directeur général de Crédit Agricole SA



« *Notre groupe dispose d'un ratio dépôts sur crédits de 77 %* »

Crédit Agricole SA (CASA), comme d'autres banques d'Europe, a livré des chiffres supérieurs aux attentes, mais vous êtes un des rares dirigeants à paraître optimiste pour l'avenir. Comment pouvez-vous être si sûr de vous ?

Je préférerais le mot « réaliste » s'agissant d'un groupe, le Crédit Agricole, et d'une entreprise, CASA, qui disposent de revenus récurrents. Notre produit net bancaire (PNB) a atteint un niveau historique : 5,47 milliards d'euros pour CASA et 8,9 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole, en tenant compte des caisses régionales. Notre résultat brut d'exploitation affiche également un niveau historique : plus de 2 milliards d'euros pour CASA. Cela reflète un effort dans tous les compartiments : le commercial, la réduction des risques et les charges maîtrisées. Nous avons bénéficié en particulier d'une marge d'intérêt en forte hausse par rapport aux années 2007-2009 et d'une progression des commissions liée à une diversification dans les produits d'assurances et de services.

Vos marges nettes d'intérêt pourraient pâtir d'une remontée des taux de refinancement...

Les taux de refinancement ne sont qu'un élément de nos équilibres de gestion. Dans cette période, je voudrais rappeler que le groupe Crédit Agricole dispose d'importants dépôts, 525,6 milliards d'euros, et d'un ratio dépôts sur crédits de 77 % à fin décembre 2009. De plus, notre situation de liquidité est confortable puisque nous avons 150 milliards d'euros en réserve de titres mobilisables auprès de la Banque centrale européenne. Les tensions sur la liquidité du premier semestre n'ont pas perturbé CASA.

Comment le groupe peut-il établir un projet collectif pour les dix ans à venir alors que la visibilité sur l'économie et la réglementation est quasiment nulle ?

Notre projet de groupe portera sur nos grandes orientations à long terme : celles qui découlent de l'identité et des valeurs du Crédit Agricole et qui font l'unité de notre groupe. Ces orientations seront déclinées dans chacune de nos entreprises et par métiers, dans le cadre d'un plan à trois ans pour CASA.